

OUI, LA RÉQUISITION DE LOGEMENTS VIDES EST JUSTE ET NÉCESSAIRE !

Affirmons que nous sommes du côté de ceux et celles qui ont réquisitionné des logements vides depuis des années ! Des familles, des personnes isolées, sont sorties de la rue, ont pris collectivement en main leur vie par l'entraide avec l'appui de militant·e·s et de travailleur·e·s sociaux. Elles vivent ensemble dans quatre bâtiments dont le **70 allée des Demoiselles** (ancien AFPA, fermé depuis 4 ans) et le 16 allée des Demoiselles contre qui la Préfecture à lancé les procédures d'expulsion.

Les personnes qui réquisitionnent ont absolument raison : leur initiative nous parle ; elle montre qu'il est possible de sortir de l'isolement, de l'impuissance et de la plainte. Elle contredit l'esprit de cette société où, si tu es considéré.e comme n'ayant pas réussi, tant pis pour toi ! tu ne peux qu'être exclu.e.

Les habitant·e·s de ces lieux libérés, familles, enfants et militant·e·s nous montrent qu'il est plus que temps de prendre nos vies en main, NOUS-MÊMES !

Montrons notre refus d'être du côté de l'agression de l'État que notre silence cautionne ! **Trouvons ensemble les moyens d'être solidaires, signons la lettre au préfet contre les expulsions !**

Parlons-en autour de nous, allons sur place, parlons avec les gen·te·s, avec les familles, les personnes isolées et agissons avec elles et eux !

Venez sur place, nous rencontrer, discuter, participer aux ateliers libres, gratuits et ouverts à tou·te·s d'informatique, de dessin, d'astronomie... venez nous soutenir en apportant du matériel, votre temps, votre présence !

Saisissez-vous de ces espaces libérés et autogérés !

Cassez les barrières, dépassez les préjugés !

**Pour que chacun·e ait un toit et que personne ne dorme à la rue,
le mouvement de réquisition continue !**

**LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS,
IL SE PREND À L'OPPRESSEUR !**

Les militant·e·s et les sans-abri qui luttent pour leurs droits !

OUI, LA RÉQUISITION DE LOGEMENTS VIDES EST JUSTE ET NÉCESSAIRE !

Affirmons que nous sommes du côté de ceux et celles qui ont réquisitionné des logements vides depuis des années ! Des familles, des personnes isolées, sont sorties de la rue, ont pris collectivement en main leur vie par l'entraide avec l'appui de militant·e·s et de travailleur·e·s sociaux. Elles vivent ensemble dans quatre bâtiments dont le **70 allée des Demoiselles** (ancien AFPA, fermé depuis 4 ans) et le 16 allée des Demoiselles contre qui la Préfecture à lancé les procédures d'expulsion.

Les personnes qui réquisitionnent ont absolument raison : leur initiative nous parle ; elle montre qu'il est possible de sortir de l'isolement, de l'impuissance et de la plainte. Elle contredit l'esprit de cette société où, si tu es considéré.e comme n'ayant pas réussi, tant pis pour toi ! tu ne peux qu'être exclu.e.

Les habitant·e·s de ces lieux libérés, familles, enfants et militant·e·s nous montrent qu'il est plus que temps de prendre nos vies en main, NOUS-MÊMES !

Montrons notre refus d'être du côté de l'agression de l'État que notre silence cautionne ! **Trouvons ensemble les moyens d'être solidaires, signons la lettre au préfet contre les expulsions !**

Parlons-en autour de nous, allons sur place, parlons avec les gen·te·s, avec les familles, les personnes isolées et agissons avec elles et eux !

Venez sur place, nous rencontrer, discuter, participer aux ateliers libres, gratuits et ouverts à tou·te·s d'informatique, de dessin, d'astronomie... venez nous soutenir en apportant du matériel, votre temps, votre présence !

Saisissez-vous de ces espaces libérés et autogérés !

Cassez les barrières, dépassez les préjugés !

**Pour que chacun·e ait un toit et que personne ne dorme à la rue,
le mouvement de réquisition continue !**

**LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS,
IL SE PREND À L'OPPRESSEUR !**

Les militant·e·s et les sans-abri qui luttent pour leurs droits !

LE COMBAT CONTINUE !

Lundi 20 février, nous, militant·e·s et sans-abri, avons investi un des gymnases réquisitionnés par la Préfecture dans le cadre du plan grand froid. **Notre objectif : permettre aux personnes sans logis de continuer à bénéficier d'une mise à l'abri qui bien qu'indécente, vaut toujours mieux que la rue !**

Mercredi 22 février, le plan grand froid est suspendu, le 115, en grève, gère la pénurie d'hébergement. **A Toulouse, un mouvement solidaire s'auto-organise entre les militant·e·s et les sans-abri pour trouver des solutions d'hébergement et des solutions politiques, concrètes, immédiates et pérennes.** Les actions se multiplient : réquisitions, occupations malgré la répression physique ou psychologique, qu'elle soit policière ou institutionnelle.

Nous exigeons de l'État qu'il cesse cette «politique saisonnière» où la mise à l'abri des personnes se fait en fonction des températures. **Cette (non) »gestion » du mal-logement est criminelle, car les gens meurent à la rue toute l'année.**

Nous ne pouvons pas cautionner qu'en 2012, en France, on continue à parquer les personnes sans abri dans des gymnases ou des algécos, où le manque d'intimité et de confort relève de la maltraitance institutionnelle.

Dès aujourd'hui nous demandons à l'Etat et aux collectivités locales de mettre à disposition des personnes mal logées tous leurs logements vides, mais aussi de réquisitionner tous les logements vacants. Cette exigence n'est ni extrémiste, ni utopique, elle est légale : c'est la loi de réquisition de 1945, réaffirmée par le Conseil Constitutionnel en février 2012.

À Toulouse nous n'en manquons pas : selon l'INSEE **22000 logements sont vacants en 2007.** (Pas de source plus récente)

Ensemble, refusons les expulsions et les remises à la rue sans relogement !

REJOIGNEZ-NOUS !

Permanence tous les jeudis à partir de 16h au CREA,

70 allées des Demoiselles.

Urgence un Toit : 06·59·43·20·10

LE COMBAT CONTINUE !

Lundi 20 février, nous, militant·e·s et sans-abri, avons investi un des gymnases réquisitionnés par la Préfecture dans le cadre du plan grand froid. **Notre objectif : permettre aux personnes sans logis de continuer à bénéficier d'une mise à l'abri qui bien qu'indécente, vaut toujours mieux que la rue !**

Mercredi 22 février, le plan grand froid est suspendu, le 115, en grève, gère la pénurie d'hébergement. **A Toulouse, un mouvement solidaire s'auto-organise entre les militant·e·s et les sans-abri pour trouver des solutions d'hébergement et des solutions politiques, concrètes, immédiates et pérennes.** Les actions se multiplient : réquisitions, occupations malgré la répression physique ou psychologique, qu'elle soit policière ou institutionnelle.

Nous exigeons de l'État qu'il cesse cette «politique saisonnière» où la mise à l'abri des personnes se fait en fonction des températures. **Cette (non) »gestion » du mal-logement est criminelle, car les gens meurent à la rue toute l'année.**

Nous ne pouvons pas cautionner qu'en 2012, en France, on continue à parquer les personnes sans abri dans des gymnases ou des algécos, où le manque d'intimité et de confort relève de la maltraitance institutionnelle.

Dès aujourd'hui nous demandons à l'Etat et aux collectivités locales de mettre à disposition des personnes mal logées tous leurs logements vides, mais aussi de réquisitionner tous les logements vacants. Cette exigence n'est ni extrémiste, ni utopique, elle est légale : c'est la loi de réquisition de 1945, réaffirmée par le Conseil Constitutionnel en février 2012.

À Toulouse nous n'en manquons pas : selon l'INSEE **22000 logements sont vacants en 2007.** (Pas de source plus récente)

Ensemble, refusons les expulsions et les remises à la rue sans relogement !

REJOIGNEZ-NOUS !

Permanence tous les jeudis à partir de 16h au CREA,

70 allées des Demoiselles.

Urgence un Toit : 06·59·43·20·10